

Gestion du risque climatique en Afrique : ce que la pratique nous enseigne

Le développement en Afrique est à un point critique. À l'intérieur comme à l'extérieur du continent, des efforts sont déployés pour sortir les populations africaines de la pauvreté et de la faim et pour les habiliter à participer à la croissance économique – mais comment le climat s'inscrit-il dans ces initiatives ? Là où des millions de gens dépendent de l'agriculture pluviale pour survivre, où les maladies sensibles au climat sont une préoccupation majeure de santé publique et où les catastrophes associées au climat menacent constamment les avancées du développement, il est surprenant de constater que les efforts de développement n'ont pas jusqu'ici réussi à prendre en compte les connaissances et les données climatiques. Les partenaires à l'origine de la publication *Gestion du risque climatique en Afrique : ce que la pratique nous enseigne* – l'Union africaine, la Banque africaine de développement, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, le Système mondial d'observation du climat et l'Institut international de recherches pour le climat et la société – aimeraient être les témoins de ce changement. Ils sont persuadés que l'on passe à côté d'une opportunité capitale.

L'intégration des données climatiques dans les décisions de développement permet de mieux gérer les risques liés au climat et réduit la vulnérabilité des pauvres. La gestion efficace du risque climatique (GRC) offre également un potentiel pour la synergie des résultats, car les paysans, par exemple, deviennent plus confiants et donc plus enclins à investir dans des technologies propices à l'accroissement des rendements.

Les sciences du climat ont fait des progrès remarquables ces dernières années et des données climatiques de plus en plus fiables sont désormais disponibles. Pourtant, dans une large mesure, les avantages de cette science ne gagnent pas encore les décideurs africains. Une analyse des raisons à l'origine de cet état de choses a identifié des problèmes avec la mise à disposition des données climatiques et l'efficacité des services climatiques ainsi que la non prise en compte des considérations d'ordre climatique dans les politiques et les pratiques.

Il existe, toutefois, des exceptions notables – des cas où des autorités nationales, des projets de développement ou des opérateurs du secteur privé ont reconnu la valeur des données climatiques et ont cherché à systématiser son inclusion dans leur processus de prise de décisions. Les éléments de bonnes pratiques de GRC que montrent ces cas peuvent éclairer

les efforts futurs dans ce sens. *Gestion du risque climatique en Afrique : ce que la pratique nous enseigne* documente cinq cas d'espèce pour en tirer des enseignements spécifiques ou communs à chacun d'entre eux.

Comme le démontrent ces études, il faut mettre en oeuvre une approche intégrée qui sache assimiler la climatologie et l'information climatique dans la planification et les projets de développement multidisciplinaires. Il est aussi primordial que cette approche soit participative et fasse intervenir toutes les principales parties prenantes de manière à veiller à ce que leurs besoins réels soient satisfaits. Les outils climatiques développés et déployés par le biais de cette approche optimiseront la prise de décisions des parties prenantes en leur fournissant de nouvelles informations pertinentes qu'elles pourront incorporer dans leurs pratiques.

Le changement climatique fait la une des journaux à travers le monde mais ses incertitudes intrinsèques engendrent la confusion et parfois même la controverse quant à la meilleure façon d'aller de l'avant. La variabilité climatique est un phénomène d'*aujourd'hui*, et les partenaires à l'origine de cette publication sont convaincus qu'en apprenant à mieux gérer la variabilité climatique aujourd'hui, nous augmenterons la résistance des infrastructures et des systèmes et nous renforcerons notre capacité à nous adapter aux changements climatiques futurs. Ce point vaut tout particulièrement pour les phénomènes climatiques extrêmes plus fréquents et plus dévastateurs qui seront probablement associés aux changements climatiques de demain.

“L'impact du changement climatique affectera de façon disproportionnée les pays les plus pauvres du monde, dont bon nombre sont ici, en Afrique. Les pauvres vivent déjà aux avant-postes de la pollution, des catastrophes naturelles et de la dégradation des ressources et des terres. Pour eux, l'adaptation est une question de survie, rien de moins.”

Ancien Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan

Recommandations

Les recommandations suivantes sont génériques, et non spécifiques aux projets. Elles s'adressent aux décideurs nationaux chargés des activités de recherche et développement, aux leaders des efforts nationaux de réduction des risques de catastrophe, aux services météorologiques nationaux, aux instituts de recherche et aux ministères chargés des secteurs sensibles au climat, ainsi qu'aux partenaires internationaux concernés dans les domaines du développement et des recherches, y compris les agences bailleurs de fonds.

■ Repenser le climat comme une question de "développement"

Il y a longtemps que le climat est perçu comme une question importante pour le développement durable, mais il est généralement laissé de côté par les planificateurs du secteur du développement et les économistes. Il doit être repensé en termes de développement de manière à être perçu comme une question au cœur du développement. Cela suppose d'explicitier les implications économiques des risques liés au climat comme la famine, le paludisme, les inondations, etc. Cela suppose également de déterminer le potentiel des informations et des services climatiques pour améliorer la gestion des risques et promouvoir un développement durable. Il est donc recommandé d'investir dans des études judicieusement choisies afin de quantifier l'impact économique de la variabilité et du changement climatiques ainsi que les avantages des informations climatiques dans les secteurs sensibles au climat.

■ Encourager l'innovation institutionnelle

Il existe des centres d'excellence aux quatre coins de l'Afrique qui peuvent jouer un rôle primordial dans le développement, la gestion, la vulgarisation et le partage des connaissances sur une meilleure façon de gérer les risques liés au climat. Il est essentiel de créer des

Gestion des inondations au Mozambique

Les inondations survenues au Mozambique en 2000 ont été les pires jamais vécues de mémoire d'homme et elles ont sérieusement mis à l'épreuve le système national d'alerte précoce et de réponse aux inondations. Malgré quelques lacunes, il a été généralement admis, après la catastrophe, que le système avait bien fonctionné. Le système a révélé plusieurs éléments exemplaires de GRC qui pourraient être appliqués à d'autres pays et à d'autres types de catastrophe.

Étayé par une bonne politique de planification et de gestion des inondations, le système rassemble des mesures de prévention, de tenue en alerte et de réponse à de multiples niveaux, depuis les communautés locales jusqu'à l'administration centrale. Il existe une collaboration active entre les différents niveaux, tant avant que pendant les situations de crise. Les autorités chargées des services d'eau travaillent en étroite collaboration avec le service météorologique, car le risque d'inondation dépend à la fois de facteurs climatiques et de facteurs hydrologiques. La collaboration avec les pays voisins revêt aussi une importance capitale car les inondations sont souvent le résultat de précipitations sur des bassins versants plus en amont et le fruit de décisions de gestion prises en dehors du Mozambique ; le système est soutenu par des accords régionaux qui ont été renforcés depuis les inondations de 2000.



P.A. Peterson/Still Pictures

L'agriculture au Mali



Au Mali, l'agriculture pluviale est la source de subsistance de la majorité des habitants, mais elle est très vulnérable aux fréquentes sécheresses. Conscient de ce problème, le service météorologique national a lancé un projet, il y a 25 ans environ, pour fournir des données climatiques aux habitants des zones rurales, tout particulièrement les paysans. Dès le départ, le projet s'est voulu fortement novateur – il s'agissait du premier projet en Afrique à fournir directement aux paysans des conseils et des recommandations liés au climat et à les aider à mesurer eux-mêmes les variables climatiques, de façon à pouvoir intégrer les données climatiques dans leur propre processus de prise de décisions.

Aujourd'hui, les paysans obtiennent systématiquement de meilleurs rendements dans les champs où des informations "agrométéorologiques" ont aidé à la décision, ce qui se traduit aussi par une hausse des revenus agricoles. Plus de 2 000 paysans sont directement impliqués dans le projet et nombre d'autres ont accès aux informations climatiques par le biais de ces paysans délégués. Tout tend à suggérer que ces producteurs sont en mesure de prendre de meilleures décisions de gestion qui débouchent sur des rendements et des revenus plus élevés ; qu'ils sont prêts à prendre davantage de risques, à investir dans de nouvelles technologies afin d'accroître les rendements et les revenus ; et que cela les incite désormais à rechercher des informations auprès d'autres sources afin d'affiner encore leur processus de prise de décisions.

Un groupe multidisciplinaire est au cœur de la réussite du projet. Il regroupe des représentants du service météorologique, du ministère de l'Agriculture, des instituts de recherche agricole, des agences de développement rural, des paysans et des médias. Le groupe agit comme une "institution-charnière", comblant le fossé entre le monde des experts en climatologie et les communautés agricoles en traduisant les données climatiques en informations et conseils utiles aux producteurs. D'autres facteurs contribuent à la réussite du projet, notamment le soutien politique qu'il reçoit du gouvernement, le concours financier à long terme que lui accorde le principal bailleur de fonds ; une approche qui met les producteurs au cœur même du projet ; et un programme de communication efficace, qui a même recours à la radio rurale.

Sécurité alimentaire en Éthiopie

La sécheresse est un phénomène fréquent en Éthiopie, où la pauvreté généralisée accroît la vulnérabilité des populations, ce qui débouche sur une insécurité alimentaire. Le pays a réagi en déployant un système de réponse et d'alerte précoce qui permet de mettre en place des mesures de mitigation avant la catastrophe. L'efficacité du système a été démontrée en 2003, lorsque plus de 13 millions d'Éthiopiens ont été touchés par la sécheresse mais quand on a pu éviter une famine à grande échelle.

Le système a évolué et a été perfectionné depuis sa création en 1976. Aujourd'hui, il s'agit d'un système complexe de gestion de l'information qui rassemble des données issues de sources multiples et fournit des informations à un grand nombre d'utilisateurs. Il existe des comités d'alerte précoce à tous les niveaux du gouvernement, jusqu'aux districts ; à chaque échelon, l'information est collectée et retransmise aux niveaux supérieurs. L'objectif principal est de fournir une aide avant que les moyens de subsistance des populations ne soient anéantis de manière à ce qu'elles puissent se redresser rapidement à l'issue du désastre.

Le système est très performant du point de vue de la satisfaction de son objectif premier actuel, à savoir l'obtention d'une aide alimentaire extérieure. Toutefois, il pourrait jouer un rôle encore plus utile s'il pouvait atteindre directement les paysans et les pastoralistes par des conseils opportuns qui les aideraient à gérer la variabilité climatique. Il faudrait aussi s'attacher à faire passer des messages utiles dans la langue locale. Les médias ont un important rôle à jouer dans ce sens, aux côtés des spécialistes du secteur agricole qui peuvent produire les informations climatiques requises dans un format accessible aux intéressés.



réseaux et des partenariats institutionnels capables d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes de GRC novateurs et axés sur les problèmes pour que ces centres puissent continuer à obtenir des résultats positifs en matière de développement à mesure que le changement climatique gagne du terrain. Ces programmes auront désormais besoin d'opérer différemment, en rassemblant les différentes communautés R&D nécessaires pour assurer une GRC efficace et en intégrant leurs connaissances afin de mettre au point des approches, méthodes et outils nouveaux.

Plus précisément, des investissements dans des "institutions-charnières" peuvent contribuer à faire en sorte que les informations climatiques influent sur la planification et la prise de décisions sectorielles. Ces institutions peuvent faire office d'intermédiaires entre chercheurs et décideurs ou entre spécialistes du climat et responsables sectoriels. Elles peuvent traduire les connaissances scientifiques en conseils pratiques à l'intention des organisations qui exercent des pouvoirs décisionnels et elles peuvent contribuer à clarifier les besoins des décideurs de façon à ce que ces derniers puissent guider la recherche scientifique.

■ Orienter les services météorologiques vers l'obtention de résultats propices au développement

À l'heure actuelle, nombre de services météorologiques nationaux n'ont que très peu d'incitations, ne sont pas dotés de moyens suffisants, ou ne sont pas mandatés, pour fournir à l'agriculture et aux secteurs sensibles au climat la gamme complète des services dont ils ont besoin. Les gouvernements sont instamment priés de procéder aux changements institutionnels qui s'imposent, y compris la mise à disposition de nouveaux moyens selon les besoins, afin de réorienter les services météorologiques nationaux vers des résultats propices au développement durable.

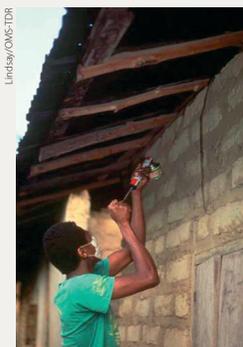
■ Renforcer la recherche à l'appui de la gestion du risque climatique

Une recherche stratégique et appliquée novatrice en matière de sciences du climat a un rôle décisif à jouer dans l'amélioration de la GRC tandis que nous nous apprêtons à faire face à un avenir climatique de plus en plus incertain. Cette recherche devrait

“Notre aptitude à faire d'une menace une opportunité dépend des actions que nous saurons mener dès aujourd'hui.”

Ahmadu Babagana, Directeur, Département de l'Économie Rurale et de l'Agriculture, Union Africaine

Le paludisme épidémique en Afrique australe



Le paludisme épidémique – à distinguer de sa forme endémique – affecte un nombre estimé à 124 millions d'Africains et est à l'origine de 12 % à 15 % des décès attribués au paludisme. Les épidémies sont influencées par des variations à court terme de la pluviométrie, des températures et de l'humidité. Des mesures de lutte antipaludique doivent être appliquées au bon endroit et au bon moment et les informations relatives au climat peuvent sensiblement éclairer ces décisions.

Les partenaires de l'initiative *Roll Back Malaria* [Faire reculer le paludisme] ont élaboré un nouveau système de réponse et d'alerte précoce pour lutter contre le paludisme épidémique qui comprend des prévisions saisonnières et un suivi climatique, ainsi que des évaluations de vulnérabilité, une surveillance des cas et une planification des réponses. Le système est actuellement à l'essai dans plusieurs pays où la maladie est prévalente en Afrique australe et les premiers signes tendent à suggérer que les programmes nationaux de lutte ont sensiblement amélioré leur état de préparation et leur capacité de réponse.



Assurance contre la sécheresse au Malawi

Cette étude de cas décrit un projet pilote qui met à l'essai une nouvelle façon de traiter le risque de sécheresse : la fourniture directe aux petits producteurs d'un régime d'assurance climatique basé sur un indice. Le projet, qui est principalement piloté par le secteur privé, frappe au cœur du problème d'insécurité alimentaire au Malawi en s'attaquant à la cause principale à l'origine des faibles investissements que les agriculteurs consacrent aux nouvelles technologies : la crainte d'une mauvaise récolte.

Au lieu de garantir contre les mauvaises récoltes, comme le font les contrats d'assurance-récolte de type classique, les nouveaux contrats sont rédigés par rapport à un indice qui quantifie le lien entre le manque de précipitations et la médiocrité des récoltes. Les producteurs reçoivent des compensations si les précipitations s'avèrent inférieures à des points seuils convenus à des étapes clés du développement des plants. Que l'assurance les dédommage ou non, les producteurs restent incités à prendre des décisions de gestion constructives.

Le projet, qui associe l'assurance à un prêt pour l'achat de semences et d'engrais, a débuté avec la campagne 2005-06 et les résultats préliminaires sont encourageants. Quasiment tous les paysans impliqués dans la première année du projet désirent participer à la deuxième et le nombre de nouveaux paysans souhaitant s'inscrire est élevé. Il est estimé que plusieurs milliers de contrats ont d'ores et déjà été signés pour la campagne 2006-07.



englober toute la palette de prévisions, depuis les prévisions météorologiques journalières ou saisonnières à court terme jusqu'aux prédictions à longue échéance. Mais, à elles seules, les sciences du climat ne suffiront pas. Il faudra également effectuer des recherches sectorielles ciblées pour comprendre les implications du changement climatique et ses relations avec le secteur concerné et améliorer la prise de décisions sectorielle dans le contexte des aléas climatiques. En ce qui concerne ce dernier aspect, il est important de comprendre pourquoi les personnes et les institutions agissent comme elles le font et ce qu'il faudrait faire pour influencer leurs décisions dans le bon sens.

■ Promouvoir un échange systématique des connaissances

Un système de gestion des connaissances permet aux institutions de partager efficacement les approches et les expériences entre elles de manière à promouvoir l'adoption rapide et efficace des pratiques novatrices, des technologies et des résultats des recherches. Cependant, dans presque toutes les régions africaines, le développement de systèmes de ce type ne bénéficie que d'une faible priorité et de moyens financiers insuffisants à l'heure actuelle, ce qui engendre des manques cruels d'information. Il faut remédier à ce problème au travers d'un meilleur financement, de partenariats améliorés et d'un échange concerté des connaissances, entre tous les secteurs et à tous les niveaux.

Ce que les études de cas nous enseignent

- Les informations climatiques sont plus efficaces lorsqu'elles sont intégrées dans un cadre multi-disciplinaire de prise de décisions
- La réduction des risques liés au climat exige une coordination et une communication entre parties prenantes à tous les niveaux
- L'information climatique doit être crédible pour pouvoir être utilisée dans la prise de décisions
- Il est vital de renforcer et de soutenir les réseaux d'observation climatique
- Les technologies d'information et de communication, les médias et les services de vulgarisation sont des éléments pivots pour des systèmes d'information perfectionnés
- Des innovations pour une meilleure gestion des risques associés au climat sont en cours de développement et de déploiement
- L'analyse économique de la valeur des services climatologiques fait défaut
- Les pays ayant servi de cadre aux différentes études de cas pourraient bénéficier d'une mise en commun de leurs expériences

Cette brève politique résume les principaux messages du rapport *Gestion du risque climatique en Afrique : ce que la pratique nous enseigne*. Ce rapport a pour référence intégrale :

Hellmuth, M.E., Moorhead, A., Thomson, M.C. et Williams, J. (eds) 2007. *Gestion du risque climatique en Afrique : ce que la pratique nous enseigne*. International Research Institute for Climate and Society (IRI), Columbia University, New York, États-Unis.

Le rapport est disponible en ligne à l'adresse : <http://portal.iri.columbia.edu/climateandsociety>

Pour obtenir un complément d'information, contacter :

Molly E. Hellmuth, Director, Climate and Society Publication Secretariat, The International Research Institute for Climate and Society (IRI) The Earth Institute at Columbia University, Lamont Campus, 61 Route 9W, Monell Building, Palisades, NY 10964-8000, USA

E-mail : hellmuth@iri.columbia.edu ; Tél. : +1 845-680-4463 ; Fax : +1 845-680-4866

<http://iri.columbia.edu>

